

Province de Québec
Municipalité de Val-Racine
Mardi, le 7 juillet 2026

Le conseil de la municipalité de Val-Racine siège en séance régulière, ce 7 juillet 2026 à 19 h 00, au 2991, chemin St-Léon et sont présents son honneur le Maire M. Éric Morency et les conseillers suivants : Mme Karrie Parent, Mme Geneviève Beaulieu, M. Serge Delongchamp Mme Véronique Morin, Mme Nancy Goyette et M. Sylvain Bergeron.

Assiste également à la séance, Mme Chantal Grégoire, directrice générale et greffière-trésorière.

2026-198

ORDRE DU JOUR

Il est proposé **Mme Geneviève Beaulieu**
Appuyé par **M. Sylvain Bergeron**
Et résolu unanimement,

Que l’ordre du jour soit adopté en laissant la section "varia" ouverte.

Adoptée

2026-199

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL

Il est proposé par **M. Sylvain Bergeron**
Appuyé par **Mme Véronique Morin**
Et résolu unanimement,

D’adopter le procès-verbal du 9 juin 2026.

Adoptée

2026-200

PÉRIODE D’INFORMATION (15 MIN.)

Aucun public.

2026-201

CORRESPONDANCES

La directrice générale dépose la correspondance en date du 7 juillet 2026.

2026-202

ROSE POUR LA CAUSE – DEMANDE DE DONS

Il est proposé par **Mme Nancy Goyette**
Appuyé par **M. Sylvain Bergeron**
Et résolu unanimement,

De verser un montant de 118,50 \$ pour 2026.

Adoptée

2026-203

LISTE DES COMPTES DU 7 JUILLET 2026

Il est proposé par **M. Serge Delongchamp**
Appuyé par **Mme Geneviève Beaulieu**
Et résolu unanimement,

D’adopter la liste de comptes totalisant 107 354,43 \$ en référence aux chèques no 202600282 à 202600331 et d’autoriser la directrice générale/greffière-trésorière à effectuer le paiement des comptes identifiés sur la liste datée du 7 juillet 2026.

Adoptée

2026-204

RAPPORT DU MAIRE 2025

Il est proposé par **M. Serge Delongchamp**
Appuyé par **Mme Nancy Goyette**
Et résolu unanimement :

De distribuer par publipostage le rapport du maire pour l'année 2025.

Adoptée

2026-205

**RAPPEL DE LA PERIODE DE VACANCES DES
EMPLOYES – FERMETURE DU BUREAU**

Il est proposé par **M. Sylvain Bergeron**
Appuyé par **Mme Nancy Goyette**
Et résolu unanimement :

De fermer le bureau municipal pendant la période des vacances du 17 juillet au 2 août 2026 inclusivement.

Adoptée

2026-206

DESTRUCTION DES ARCHIVES – AUTORISATION

Il est proposé par **Mme Karrie Parent**
Appuyé par **Mme Véronique Morin**
Et résolu unanimement :

D'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière à procéder à la destruction des documents d'archives selon la liste préparée par HB Archivistes datée du 2026-07-02.

Adoptée

TRANSPORT (VOIRIE ÉTÉ ET HIVER)

2026-207

**RÈGLEMENT NO 333 ANNULANT LE RÈGLEMENT NO
315 DÉCRÉTANT L'ENTRETIEN DES CHEMINS
L'HIVER POUR LA CIRCULATION POUR LES
VÉHICULES AUTOMOBILES AVEC LA FUSION DU
DÉNEIGEMENT PAR TOLÉRANCE**

ATTENDU QUE selon l'article 66 de Loi sur les compétences municipales, la municipalité peut par règlement décréter l'entretien des chemins l'hiver, pour la circulation des véhicules automobiles ;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné à la séance du conseil tenue le 9 juin 2026.

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé **M. Serge Delongchamp**
Appuyé par **Mme Nancy Goyette**
Et résolu unanimement, que le conseil de la municipalité de Val-Racine ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit ;

ARTICLE 1

Le règlement no 333 abroge le règlement no 315.

ARTICLE 2

La municipalité décrète l'entretien de ses chemins l'hiver ;

- Le chemin St-Léon jusqu'à la limite de la municipalité ;
- La route Chesham jusqu'à la limite de la municipalité ;
- Le chemin de la Montagne sur une distance de 1,29 km ;
- Le chemin de Franceville jusqu'à la limite de la municipalité ;
- Le chemin du Soleil-Levant sur toute sa longueur ;
- Le Rang des Haricots sur une distance de 0,765 km ;
- Le chemin de la Forêt-Enchantée sur toute sa longueur ;
- Le chemin au Bois-Dormant sur une distance de 0,208 km ;
- Le Rang de la Colonie jusqu'à la limite de la municipalité.

ARTICLE 3

Un exercice d'évaluation devra être fait à chaque année avant le 1^{er} août afin de pouvoir suivre le développement par l'ajout de nouvelles adresses civiques : résidentiel, de villégiature ou d'entreprise sur ces chemins.

Les critères suivants sont établis pour évaluer avec une pondération et une note minimale à atteindre de 50 points afin de déterminer l'entretien hivernal des chemins publics. La terminologie utilisée est celle déjà établie dans les règlements d'urbanisme :

A. Chemin ou rue carrossable pour permettre le passage de nos équipements de déneigement	35
B. Résidence principale	10
C. Habitation saisonnière (Chalet)	5
D. Entreprise/commerce	15
E. Densité de 3 bâtiments (résidence principale ou habitation saisonnière (chalet) ou entreprise/commerces) / 300 mètres	21

Le calcul est fait de la façon suivante :

- Pour les critères A et E le pointage est accordé si ce critère est respecté.
- Pour les critères B, C et D, la catégorie de bâtiment est multipliée par le pointage établi.

La Municipalité peut faire abstraction de ces critères si un chemin a une utilité publique et/ou un bénéfice public.

ARTICLE 4- DÉNEIGEMENT PAR TOLÉRANCE

Les propriétaires privés qui veulent déneiger un chemin public non entretenu par la municipalité doivent formuler une demande écrite à la municipalité pour obtenir ce droit ou octroyer ce droit à un entrepreneur en déneigement afin d'obtenir une autorisation par résolution du conseil municipal.

Les propriétaires ou les entrepreneurs en déneigement doivent aussi fournir un certificat d’assurance avec un préavis de 30 jours émis au nom de la municipalité comme assuré additionnel avec une couverture d’assurance responsabilité civile au montant de 2 000 000\$.

Ce droit accordé peut être révoqué sans préavis par la municipalité si l'entretien est jugé dangereux ou insuffisant.

ARTICLE 5

Les frais d'entretien des chemins inscrits à l’article 2 seront payables à même les fonds d'administration de la municipalité.

ARTICLE 6 - AMENDES

En cas de non-respect à l’article 4 le contribuable ou l’entrepreneur en déneigement est passible d’une amende pour une personne physique entre 250 \$ à 1 000 \$ et entre 250 \$ à 2000 \$ pour une personne morale.

ARTICLE 7 -APPLICATION

Tout officier municipal autorisé par résolution du conseil ou par règlement sont chargés de l’application du présent règlement et, à ce titre, ils peuvent délivrer des constats d’infraction pour toute infraction au présent règlement.

Article 8

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Val Racine, ce 7 juillet 2026.

Eric Morency, maire	Chantal Grégoire
	Directrice générale et greffière-trésorière

Avis de motion :	09 juin 2026
Dépôt de projet :	09 juin 2026
Adoption du règlement :	07 juillet 2026
Avis public :	08 juillet 2026

Adoptée

2026-208	<u>FRR VOLET 4 – BÂTIMENT D’ENTREPOSAGE ET BLOC SANITAIRE – OCTROI DE CONTRAT</u>
----------	--

Il est proposé **M. Serge Delongchamp**
Appuyé par **Mme Nancy Goyette**
Et résolu unanimement,

Que le conseil municipal met fin à l'appel d'offres no MC-2514, le soumissionnaire le moins élevé conforme dépassant considérablement les estimations budgétaires.

Adoptée

2026-209

SUIVI DU COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT

Pour les prochaines séances, le sujet ne sera plus à l'ordre du jour, sauf si une demande est présentée par le comité.

2026-210

SUIVI DES COMITÉS (LES DYNAMIQUES ET LOISIRS)

Les Dynamiques : Réunion tenue le 23 juin dernier : retour sur le voyage organisé pour visiter les Murales à Sherbrooke (21 participants, une belle réussite et vous réorganiser une autre visite l'an prochain; Rallye maison, les gagnants ont été annoncés et le tirage a été réalisé pour les prix de participation.

Pour les prochaines séances, le sujet ne sera plus à l'ordre du jour, sauf si une demande est présentée par les comités.

2026-211

ENTENTE CSM – NOMMER DES
REPRÉSENTANTS EN L'ABSENCE DE LA DG OU
DU MAIRE

Il est proposé par **Mme Geneviève Beaulieu**

Appuyé par **Mme Nancy Goyette**

Et résolu unanimement :

De nommer les substituts suivants pour être toujours minimum deux représentants lors de la tenue des rencontres sur cette entente avec la Ville de Lac-Mégantic.

-M. Serge Delongchamp ou M. Sylvain Bergeron

Adoptée

HUGIÈNE DU MILIEU

2026-212

RÈGLEMENT NO 332 RELATIF À L'ENTRETIEN
DES INSTALLATIONS SEPTIQUES AVEC
SYSTÈME DE TRAITEMENT TERTIAIRE AVEC
DÉSINFESTATION PAR RAYONNEMENT
ULTRAVIOLET

Considérant les pouvoirs attribués à la MUNICIPALITÉ en matière d'environnement, de salubrité et de nuisances par la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c. C-47.1);

Considérant que la MUNICIPALITÉ doit prendre les moyens qui s'imposent pour faire cesser les nuisances et les causes d'insalubrité conformément à l'article 3 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c Q2, r. 22;) et à la Loi sur les compétences municipales;

Considérant l'article 25.1 de la Loi sur les compétences municipales édicte que « Toute municipalité locale peut, aux frais du propriétaire de l'immeuble, installer, entretenir tout système de traitement des eaux usées d'une résidence isolée au sens du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.8) (...). »;

Considérant que l'article 95 de la Loi sur les compétences municipales qui édicte que « Toute municipalité locale peut installer sur un immeuble tout équipement ou appareil ou y faire tous travaux nécessaires à l'exercice de ses compétences » et qu'à ces fins, « (...) les employés de la municipalité ou les personnes qu'elle autorise peuvent entrer dans ou circuler sur tout immeuble à toute heure raisonnable »;

Considérant que le premier alinéa de l'article 87.14.1 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées édicte que « Il est interdit d'installer un système de traitement tertiaire avec désinfection ou un système de traitement tertiaire avec déphosphatation et désinfection lorsque le moyen de désinfection est le rayonnement ultraviolet »;

Considérant que le deuxième alinéa de l'article 87.14.1 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées lève l'interdiction édictée au premier alinéa si « (...) la municipalité sur le territoire de laquelle est installé le système de traitement effectue l'entretien des systèmes de traitement visés au premier alinéa »;

Considérant que le troisième alinéa de l'article 87.14.1 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées édicte que « le premier alinéa ne s'applique pas aux personnes à qui une municipalité a délivré, avant le 4 octobre 2006, un permis en vertu de l'article 4 »;

Considérant que la Municipalité de Val- Racine, désire prendre en charge l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet des résidences isolées, installés sur le territoire en conformité des exigences du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées;

Considérant qu'en vertu des articles 244.1 et suivants de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c F-2.1) la Municipalité de Val-Racine peut, par règlement, prévoir que tout ou partie des services qu'elle offre soient financés au moyen d'un mode de tarification;

Considérant qu'un avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Val-Racine tenue le 9 juin 2026, par la résolution numéro 2026-192;

Considérant qu'un projet de règlement a été déposé lors de la séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Val-Racine tenue le 9 juin 2026, par la résolution numéro 2026-192 ;

Il est proposé **Mme Geneviève Beaulieu**

Appuyé par **Mme Karrie Parent**

Et résolu unanimement,

En conséquence, le Conseil ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit, à savoir :

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Préambule

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

CHAPITRE 2 : PORTÉE DU RÈGLEMENT

Article 2 : Objet du règlement

En plus des règles et exigences imposées par le du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) qui encadrent de façon détaillée le traitement et l'évacuation des eaux usées, le présent règlement fixe les modalités de prise en charge par la Municipalité de Val-Racine de l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

Article 3 : Validité

Le Conseil municipal déclare par la présente qu'il adopte le présent règlement dans son ensemble et également article par article, alinéa par alinéa et paragraphe par paragraphe de façon à ce que si une partie, un article, un alinéa ou un paragraphe du présent règlement était ou venait à être déclaré nul et sans effet par un tribunal, une telle décision n'aurait aucun effet sur les autres dispositions du présent règlement.

Article 4 : Concurrence avec d'autres règlements ou avec des lois

Le fait de se conformer au présent règlement ne soustrait pas à l'obligation de se conformer à toute autre loi ou tout autre règlement applicable en l'espèce. En cas d'incompatibilité entre le présent règlement et d'autres règlements ou lois, la disposition la plus restrictive s'applique, sous réserve de la prépondérance des lois.

Article 5 : Définitions et terminologie

Dans présent règlement, à moins que le contexte n'exige ou n'indique une interprétation différente, on comprend par :

« Fonctionnaire désigné » : la personne identifiée au règlement intitulé « Règlement sur les permis et certificats », responsable de l'émission des permis, ses adjoints ou toute autre personne désignée par résolution du conseil municipal de la MUNICIPALITÉ.

« Immeuble » : correspond à une résidence isolée sur le territoire de la MUNICIPALITÉ.

« Instructions du fabricant » : guide, instructions, normes, recommandations, exigences ou autres directives émanant du fabricant du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

« Occupant » : toute personne, notamment le propriétaire, le locataire, l'usufruitier ou le possesseur, occupant de façon permanente ou saisonnière un immeuble assujetti au présent règlement.

« Personne » : une personne physique ou morale.

« Personne désignée » : Le fabricant du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet, son représentant ou un tiers qualifié mandaté par la MUNICIPALITÉ pour effectuer l'entretien d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.

« Propriétaire » : Toute personne identifiée comme propriétaire d'un immeuble au rôle d'évaluation en vigueur sur le territoire de la MUNICIPALITÉ, et sur lequel se trouve un immeuble assujetti au présent règlement.

« Système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet » : Un système de traitement tertiaires avec désinfection par rayonnement ultraviolet visé à la section XV.3 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) et ses amendements.

« MUNICIPALITÉ » : Municipalité de Val-Racine

CHAPITRE 3 : ASSUJETTISSEMENT

Article 6 : Immeuble assujetti

Le présent règlement s'applique à toute résidence isolée située sur le territoire de la MUNICIPALITÉ qui utilise un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet installé conformément aux lois et règlements. Le premier alinéa ne s'applique pas à un immeuble pour lequel la MUNICIPALITÉ a délivré, avant le 4 octobre 2006, un permis en vertu de l'article 4 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22).

CHAPITRE 4 : FORMALITÉS

Article 7 : Permis obligatoire

Toute personne qui désire installer, remplacer, réparer, modifier ou utiliser un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit obtenir, au préalable, un permis de la MUNICIPALITÉ conformément à l'article 4 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22).

Toute demande de permis doit être faite par écrit en suivant les dispositions du règlement 251 intitulé : « Règlement sur les permis et certificats » et être déposée au fonctionnaire désigné tel que requis en fournissant tous les renseignements nécessaires.

Article 8 : Formulaire d'engagement

Le propriétaire de l'immeuble assujetti doit compléter le formulaire d'engagement en annexe du présent règlement lors du dépôt de la demande de permis. La délivrance du permis est assujettie au dépôt, auprès du fonctionnaire désigné, de ce formulaire d'engagement dûment signé par le propriétaire.

Le cas échéant, ce formulaire d'engagement doit être complété, signé et transmis au fonctionnaire désigné par tout nouveau propriétaire d'un immeuble assujetti lors d'un transfert de propriétaire.

Article 9 : Installation

Un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit être installé par un installateur autorisé et doit être utilisé conformément aux instructions du fabricant.

L'installateur d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet ou son mandataire doit, dans les trente (30) jours de l'installation d'un tel système sur le territoire de la MUNICIPALITÉ, transmettre au fonctionnaire désigné par écrit tous les renseignements concernant la localisation et la description du système (plan de localisation), les instructions du fabricant pour l'entretien d'un tel système ainsi que le certificat de conformité, le tout tel qu'exigé au Règlement sur les permis et certificats.

Article 10 : Entretien par la Municipalité

L'entretien du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet est effectué par la MUNICIPALITÉ ou ses mandataires et ce, à compter de la date de réception par le fonctionnaire désigné des renseignements concernant la localisation et la description du système ainsi que des instructions du fabricant pour l'entretien d'un tel système suite à son installation.

La MUNICIPALITÉ mandate une personne désignée pour effectuer cet entretien conformément aux instructions du fabricant.

Le greffier ou son substitut est autorisé à signer un contrat d'entretien avec le fabricant d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, son représentant ou toute autre personne qualifiée pour le faire. Le propriétaire ne peut octroyer, lui-même ou par un tiers autre que la MUNICIPALITÉ, un contrat d'entretien, de prélèvement et d'analyse d'échantillons du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

La prise en charge de l'entretien par la MUNICIPALITÉ n'exempte en aucun cas le fabricant ni l'installateur, le propriétaire ou l'occupant de leurs responsabilités et de leurs obligations relativement audit système.

Article 11 : Disponibilité pour consultation

La MUNICIPALITÉ rend disponible pour consultation, sur demande du propriétaire ou de l'occupant, une copie du contrat d'entretien conclu entre la MUNICIPALITÉ et la personne désignée.

CHAPITRE 5 : OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'OCCUPANT

Article 12 : Obligations du propriétaire

12.1 Le propriétaire doit respecter les lois, les règlements, les consignes et les recommandations relatifs à l'installation, à l'entretien, à la réparation et au fonctionnement d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet et de ses composantes, notamment l'interdiction de ne pas brancher, de débrancher ou de ne pas remplacer la lampe dudit système.

12.2 Le propriétaire demeure responsable des performances du système installé sur son immeuble. Il est tenu d'utiliser son système conformément aux instructions du fabricant et de le maintenir en bon état de fonctionnement en tout temps et de s'assurer, le cas échéant, que l'occupant agisse de la même façon.

12.3 Le propriétaire doit s'assurer que les mécanismes de contrôle dont est muni son système et qui permettent de détecter un mauvais fonctionnement des composantes électriques du système soient constamment en fonction.

12.4 Le propriétaire qui constate toute défectuosité de son système ou qui constate qu'il y a lieu de procéder au remplacement d'une pièce de son système doit procéder à la réparation dans les meilleurs délais.

12.5 Le propriétaire doit, pendant la période fixée sur un avis d'entretien qui lui a été transmis par la personne désignée, prendre les mesures nécessaires afin de permettre à la personne désignée d'entretenir son système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet. À cette fin, il doit notamment identifier, de manière visible, l'emplacement des ouvertures de son installation septique et dégager celles-ci de toute obstruction et permettre l'accès à tout espace contenant un interrupteur ou tout autre contrôle relié au système.

Le cas échéant, le propriétaire avise l'occupant de l'entretien à venir.

12.6 Malgré l'entretien régulier prévu par la MUNICIPALITÉ, le propriétaire ou l'occupant qui constate qu'il y a lieu de procéder à un entretien supplémentaire doit procéder dans les meilleurs délais.

12.7 Le propriétaire doit acquitter les frais du service d'entretien de son système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet ainsi que les frais d'administration de la MUNICIPALITÉ à cet égard. Ces frais sont établis conformément aux modes de compensation et de tarification prévus à l'article 19 du présent règlement.

12.8 Le propriétaire doit informer tout acquéreur qu'il est lié par entente avec la MUNICIPALITÉ concernant l'entretien du système et que le maintien du droit à ce système installé sur l'immeuble assujéti est conditionnel à la signature par l'acquéreur d'une entente identique entre ce dernier et la MUNICIPALITÉ.

12.9 Dès qu'une entente est conclue entre la MUNICIPALITÉ et la personne désignée, le propriétaire doit signer l'entente entre la MUNICIPALITÉ et le propriétaire tel que figuré à l'annexe 1 du présent règlement. La délivrance du permis est assujéti au dépôt, auprès du fonctionnaire désigné, de ce formulaire d'engagement dûment signé par le propriétaire.

Article 13 : Obligations incombant à l'occupant

Le cas échéant, l'occupant d'un bâtiment desservi par un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet est tenu aux mêmes obligations que le propriétaire à l'égard de l'installation, l'utilisation et l'entretien d'un tel système.

CHAPITRE 6 : MODALITÉS D'ENTRETIEN

Article 14 : Fréquence et nature des entretiens

L'entretien du système est effectué selon les recommandations du guide du fabricant soumis au Bureau de normalisation du Québec lors de la certification du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet et de toutes modifications subséquentes et approuvées par ce bureau. Notamment, tout système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu de façon minimale, selon les fréquences suivantes :

a) Une (1) fois par année, alors que les opérations suivantes doivent être effectuées :

- Inspection et nettoyage, au besoin, de toutes les composantes du système;

- Vérification du bon fonctionnement de toutes les composantes du système.

b) Deux (2) fois par année, alors que les opérations suivantes doivent être effectuées :

- Nettoyage, ou remplacement au besoin, de la lampe à rayon ultraviolets ou de l'unité de désinfection ultraviolet;
- Prise d'un échantillon de l'effluent du système afin d'établir la concentration en coliformes fécaux; cet échantillon doit être prélevé conformément à l'article 87.13 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) et faire l'objet d'un rapport d'analyse.

En plus des entretiens obligatoires ci-haut mentionnés, tout système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu au besoin, en fonction de l'intensité de son utilisation.

Toute pièce d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet dont la durée de vie est atteinte doit être remplacée par le propriétaire.

De plus, conformément à l'article 3.2 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22), le propriétaire ou l'utilisateur d'un système de traitement d'eaux usées est tenu de veiller à son entretien.

Article 15 : Impossibilité de procéder à l'entretien

Si l'entretien du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet n'a pas pu être effectué pendant la période fixée selon l'avis transmis au propriétaire parce que le propriétaire ou l'occupant ne s'est pas conformé à la procédure établie à l'article 12.5 du présent règlement, un deuxième avis lui est transmis fixant une nouvelle période pendant laquelle il sera procédé à l'entretien de son système. Le propriétaire doit alors acquitter les frais occasionnés par la visite additionnelle de la personne désignée.

Dans l'éventualité où une seconde visite est infructueuse, le propriétaire est considéré en infraction et est passible d'une amende selon les modalités de l'article 23 du présent règlement.

Article 16 : Autres travaux, entretien supplémentaire

Le propriétaire doit procéder à la réparation de toute défectuosité du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet ou du mécanisme de contrôle de détection de défectuosité ou procéder à un entretien supplémentaire dans les meilleurs délais après avoir été avisé par la personne désignée ou avoir constaté ces défectuosités.

Le propriétaire est tenu aux obligations de l'article 12.5 concernant l'accès au système et est passible des frais supplémentaires et de l'amende édictés à l'article 15 s'il y a impossibilité de procéder à ces autres travaux ou à cet entretien supplémentaire.

CHAPITRE 7 : RAPPORTS

Article 17 : Rapport d'entretien

Pour chaque entretien d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet, la personne désignée complète un rapport d'entretien signé par l'opérateur qui a effectué l'entretien et le transmet à la MUNICIPALITÉ ainsi qu'une copie au propriétaire de l'immeuble ou à l'occupant dans les trente (30) jours suivant l'entretien. La personne désignée doit toutefois aviser le fonctionnaire désigné, dans un délai de soixante-douze (72) heures, du défaut d'un propriétaire ou d'un occupant de brancher la lampe du système ou du défaut de remplacer une lampe défectueuse. Le cas échéant, la personne désignée indique sur le rapport que le propriétaire ou l'occupant a refusé qu'il soit procédé à l'entretien demandé.

Article 18 : Rapport d'analyse des échantillons d'effluent

Tout rapport d'analyse d'un échantillon de l'effluent d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet, prélevé conformément aux normes établies par l'article 87.30.1 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (RLRQ, c. Q-2, r.22), doit être conservé pour une période minimale de cinq (5) ans par la personne désignée.

Une copie doit être transmise à la MUNICIPALITÉ ainsi qu'au propriétaire de l'immeuble ou à l'occupant dans les trente (30) jours suivant l'échantillonnage. La personne désignée doit toutefois aviser le fonctionnaire désigné dans un délai maximal de soixante-douze (72) heures lorsque les échantillons démontrent une charge en coliformes fécaux supérieure à la norme prévue au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (RLRQ, c. Q-2, r.22).

CHAPITRE 8 : TARIFICATION

Article 19 :

Le coût pour l'entretien régulier édicté à l'article 14 est établi annuellement selon le règlement décrétant la tarification pour le financement de certains biens, services ou activités de la MUNICIPALITÉ.

CHAPITRE 9 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Article 20 : Pouvoirs du fonctionnaire désigné et de la personne désignée

20.1 VISITES DES LIEUX

Le fonctionnaire désigné et la personne désignée sont autorisés à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h tous les jours de la semaine, tout immeuble pour s'assurer du respect du présent règlement. Tout propriétaire ou occupant de cet immeuble doit les recevoir, leur donner accès à l'immeuble ainsi qu'à tout bâtiment s'y trouvant, et répondre à toute question relative à l'application du présent règlement.

20.2 EXAMEN DE L'INSTALLATION SEPTIQUE

Le fonctionnaire désigné et la personne désignée peuvent examiner toute installation septique et, à cette fin, demander qu'elle soit ouverte par le propriétaire ou l'occupant.

20.3 CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE

Le fonctionnaire désigné exerce un pouvoir de contrôle et de surveillance sur la personne désignée à qui la MUNICIPALITÉ confie l'entretien d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

20.4 ÉMISSION DES CONSTATS D'INFRACTION ET POURSUITES

Le fonctionnaire désigné est autorisé à entreprendre des poursuites pénales et à délivrer, au nom de la MUNICIPALITÉ, des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

Article 21 : Devoirs du fonctionnaire désigné

Le fonctionnaire désigné est responsable de l'application du présent règlement. À ce titre :

- a) Il vérifie la conformité de la demande de permis et de l'engagement du propriétaire et, le cas échéant, émet le permis requis, pour l'installation d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet ;
- b) Il supervise la transmission des avis requis pour les entretiens réguliers au propriétaire de l'immeuble assujéti, par la personne désignée ;
- c) Il est responsable de toute communication entre le propriétaire d'un immeuble assujéti ou l'occupant et la personne désignée pour l'entretien régulier pour ledit système ;
- d) Il supervise l'application contractuelle avec la personne désignée ;
- e) Il transmet au service de la Trésorerie toute information et tout documents nécessaires à la MUNICIPALITÉ pour la facturation et le remboursement des montants qui lui sont dus ;
- f) Il conserve tout document relatif à l'application du règlement et, le cas échéant, transmet au service du Greffe tout document à porter aux archives de la MUNICIPALITÉ ;
- g) Il émet les constats d'infractions et entreprend les poursuites pénales nécessaires à l'application du règlement lorsqu'il constate une infraction au règlement.

Article 22 : Pénalités

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible pour chaque jour, ou partie de jour que dure l'infraction, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 2 000 \$, lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 5 000 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne morale, pour la première infraction, et d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 4 000 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne physique et d'au moins 2 000 \$ et d'au plus 10 000 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne morale, pour chaque récidive. À défaut du paiement de l'amende ou de l'amende et des frais, le contrevenant est passible de saisie de biens saisissables.

Si l'infraction continue, elle constitue, jour par jour, une offense séparée et l'amende édictée pour cette infraction peut être infligée pour chaque jour que dure l'infraction. Lorsque l'amende ou l'amende et les frais sont encourus par une corporation, association ou une société reconnue par la Loi, cette amende ou cette amende et les frais peuvent être prélevés par voie de saisie et vente de biens et effets de la corporation, association ou société en vertu d'un bref d'exécution émis par la Cour municipale.

La saisie et la vente de biens et effets sont pratiquées de la manière prescrite pour les saisies-exécutions en matières civiles.

La MUNICIPALITÉ peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement, avec ceux prévus au présent règlement, tout autre recours approprié de nature civile ou pénale.

CHAPITRE 10 : DISPOSITIONS FINALES

Article 23 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Eric Morency, maire	Chantal Grégoire, directrice générale et greffière-trésorière
---------------------	--

Avis de motion :	9 juin 2026
Dépôt du projet de règlement :	9 juin 2026
Adoption du règlement :	07 juillet 2026
Entrée en vigueur :	08 juillet 2026

Adopté

2026-213

INFORMATIONS DU MAIRE

- Le 22 juin : Participation à l'ouverture officielle du Domaine la Forêt-Enchantée
- Réunion du conseil des maires du 8 juillet, les anciens maires sont invités à un souper pour souligner leurs passages au sien du conseil des maires
- •Projet de restauration (Rivière Victoria) sur les terres du Domaine de l'état à Val-Racine.
- •AGA -Énergie du Granit (EDG)
- •AGA-Énergie Renouvelable du Granit (ERG)

2026-214

ATELIER DE TRAVAIL EN JUILLET ET AOÛT DU CONSEIL - MAINTENIR OU ANNULER

On annule l'atelier du 5 août pour préparer la séance du 11 août mais on maintient l'atelier du 25 août pour préparer la séance du 1^{er} septembre.

2026-215

BONS COUPS

- Conférence de presse du 22 juin dernier pour l'ouverture officiel du Domaine La Forêt-Enchantée.
- Le 25 ans de service de la DG a été souligné lors du Congrès de l'ADMQ en juin dernier.

2026-216	<u>VARIA :</u> La conseillère informe la municipalité un madrier est surélevé sur le pont du MTQ sur le chemin Piopolis. La DG va aviser le Ministère de cette situation et demander à l’employé signalé le bris avec de la peinture d’ici le passage du MTQ.		
2026-217	<u>QUESTIONS DU PUBLIC</u> Aucun public.		
2026-218	<u>FERMETURE DE L’ASSEMBLÉE</u> Mme Geneviève Beaulieu propose la fermeture de la séance, il est 20h15. <table><tr><td>Éric Morency Maire</td><td>Chantal Grégoire Directrice générale et greffière-trésorière</td></tr></table> Je soussignée, certifie par la présente, que des crédits budgétaires sont disponibles pour les dépenses projetées par le conseil dans les résolutions no 2026-202, 2026-203, 2026-204 et 2026-206.	Éric Morency Maire	Chantal Grégoire Directrice générale et greffière-trésorière
Éric Morency Maire	Chantal Grégoire Directrice générale et greffière-trésorière		